

February 25, 2013

Open Letter to Members of Parliament: For the Safety and Health of Women, Canada Needs a National Housing Strategy

Canada is the only G8 country without a coordinated national strategy for homelessness and housing. While we are aware that all levels of government have made increased investments in social and affordable housing, there has yet to be sufficient coordination and resources allocated to adequately address the reality that over 1 million people in Canada experience difficulty retaining their housing.

In just a few days, Members of Parliament have an opportunity to bring Canada on par with other G8 countries by voting in favour of Bill C-400, an act to ensure secure, adequate, accessible and affordable housing for Canadians. As organizations working with women and seeking to promote women's human rights we wish to bring to your attention the very serious implications of housing insecurity on women, and urge you as Members of Parliament to support this bill as a means to promote and protect their safety, and health while fulfilling international human rights obligations.

Lack of access to safe and affordable housing continues to be a serious concern for many women in Canada. Poverty, intimate partner violence, and lone parenting are all more common among women, making housing insecurity and the risk of homelessness a pressing gender issue. The women that are most affected by housing issues face multiple forms of discrimination and are often Aboriginal, racialized, immigrants or refugees, living with a disability, seniors or youth. For example, women and children, particularly women of colour and Aboriginal women, are the fastest growing groups using shelters in the country.

For women, the risks of housing insecurity and homelessness are also higher. Women that are street involved or are among the hidden homeless (i.e. couch surfing), are extremely vulnerable to sexual assault and other forms of violence. Many women stay in violent and dangerous living situations to avoid becoming homeless. Still, the prevalence of women and children escaping violence is disconcerting. According to the latest statistics available, of the 6,109 women and children residing in shelters across Canada on one day, about 5,000 had escaped an abusive situation. Many more women are turned away from shelters because of lack of space.

The health problems that women experience as a result of housing insecurity are also severe. Many suffer from mental health problems and substance abuse disorders stemming from their precarious housing situations, poverty and histories of abuse. Inadequate housing also puts women at higher risk for chronic, infectious and sexual transmitted diseases including HIV/AIDS, and often results in premature death. Compared to men in the same housing conditions, women are three times more likely to commit suicide, and six times that of women with adequate housing.

The United Nations Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW) has even taken note of the homelessness and housing insecurity afflicting many women in Canada, and has called for a national strategy to deal with the problem. As organizations working with women and seeking to promote their human rights, we wish to echo the Committee's recommendations. We know that adequate incomes from employment and income assistance programs, and appropriate, accessible supports such as childcare and harm reduction initiatives are also necessary to end women's and families' homelessness, but a strategy to ensure secure, adequate, accessible and affordable housing that includes targets, timelines and accountability mechanisms, will go a long way to addressing the problem.

We, the undersigned, therefore call on all Members of Parliament to take further action to promote the safety and health of women by supporting the creation of a National Housing Strategy through Bill C-400.

Canadian Association of Elizabeth Fry Societies (CAEFS)
Canadian Federation of University Women (CFUW)
City for All Women Initiative (CAWI)
CEP (Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada)
Community Society to End Poverty-Nova Scotia (CSEP-NS)
CUPE (Canadian Union of Public Employees)
CUPW (Canadian Union of Postal Workers)
Feminist Legal Studies Queen's
Harmony House
Lanark County Interval House (LCIH)
Ontario Association of Interval and Transition Houses (OAITH)
Metropolitan Action Committee on Violence Against Women and Children (METRAC)
National Council of Women Canada (NCWC)
Native Women's Association of Canada (NWAC)
Public Service Alliance of Canada (PSAC)
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
Toronto Women's City Alliance
Transition House Association of Newfoundland and Labrador
Transition House Association of Nova Scotia
Tri County Women's Centre - Yarmouth Nova Scotia
West Coast Women's Legal Education & Action Fund
Women's Action Alliance for Change Nova Scotia (WACNS)
Women's Economic Council (WEC)
YWCA Canada

25 février 2013

Lettre ouverte aux députés : Pour la santé et la sécurité des femmes, le Canada doit se doter d'une stratégie nationale en matière de logement

Le Canada est le seul pays du G8 qui ne possède pas de stratégie nationale coordonnée en matière de sans-abrisme et de logement. Alors que nous sommes conscients que tous les ordres de gouvernement ont augmenté leurs investissements dans les logements sociaux et abordables, il n'y a pas encore suffisamment de coordination et de ressources allouées pour cerner la réalité selon laquelle plus d'un million de personnes au Canada ont de la difficulté à conserver leur logement.

En seulement quelques jours, des députés auront l'occasion d'amener le Canada au même niveau que les autres pays du G8 en votant en faveur du projet de loi C-400 visant à assurer aux Canadiens un logement sûr, adéquat, accessible et abordable. En tant qu'organisations œuvrant avec des femmes et visant à promouvoir les droits de la femme, nous désirons porter à votre attention les très graves répercussions de l'insécurité sur les femmes en matière de logement, et vous demander instamment, en tant que députés, d'appuyer ce projet de loi en tant que moyen pour promouvoir et protéger leur santé et leur sécurité, et par le fait même, respecter vos obligations internationales à l'égard des droits de la personne.

Le manque d'accès à un logement sûr et abordable continue d'être une préoccupation grave pour de nombreuses Canadiennes. La pauvreté, la violence conjugale et la monoparentalité sont de plus en plus courantes parmi les femmes, faisant ainsi de l'insécurité en matière de logement et du risque d'itinérance des questions pressantes sur l'égalité des sexes. Les femmes qui sont les plus touchées par les problèmes de logement se heurtent à de nombreuses formes de discrimination. Elles sont souvent autochtones, immigrantes, réfugiées ou appartiennent à des minorités visibles, vivent avec un handicap, sont âgées ou jeunes. À titre d'exemple, les femmes et les enfants, en particulier les femmes de couleur et les femmes autochtones, constituent l'un des groupes qui augmentent le plus rapidement en matière de fréquentation de refuges au pays.

Pour les femmes en général, le risque d'insécurité en matière de logement et de sans-abrisme est aussi plus élevé. Les femmes itinérantes ou qui font partie de la population itinérante cachée (p. ex. celles qui « dorment chez des connaissances ») sont extrêmement vulnérables aux agressions sexuelles et autres formes de violences. De nombreuses femmes continuent de vivre dans des situations violentes et dangereuses, car elles ont peur de devenir des sans-abri. Et pourtant, la prévalence des femmes et des enfants qui fuient la violence est déconcertante. Selon des statistiques récentes, sur les 6 109 femmes et enfants qui ont fréquenté des refuges au pays en un jour seulement, environ 5 000 avaient fui une situation de violence. De plus

en plus de femmes se voient refuser l'accès à des refuges en raison d'un manque d'espace.

L'insécurité en matière de logement entraîne aussi de graves problèmes de santé chez les femmes. Elles sont nombreuses à souffrir de problèmes de santé mentale et de troubles liés à la consommation abusive d'alcools et d'autres drogues causés par une situation de logement précaire, de pauvreté et d'antécédents de violence. Les femmes qui vivent dans des logements inadéquats courent un plus grand risque de souffrir de maladies chroniques, infectieuses et transmises sexuellement, y compris du VIH/sida, ce qui entraîne souvent des décès prématurés. Contrairement aux hommes qui vivent dans les mêmes conditions de logement, les femmes sont trois fois plus susceptibles de se suicider, et six fois plus que les femmes qui habitent dans un logement adéquat.

La Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a même pris acte du sans-abrisme et de l'insécurité en matière de logement qui touchent de nombreuses Canadiennes et s'est prononcée en faveur d'une stratégie nationale dans le but de résoudre le problème. En tant qu'organisations œuvrant avec des femmes et visant à promouvoir leurs droits, nous souhaitons faire écho aux recommandations de la Convention. Non seulement nous savons que les emplois qui génèrent des revenus adéquats, les programmes d'aide au revenu et les programmes de soutien appropriés et accessibles comme les services de garde d'enfants et les initiatives de réduction des méfaits sont également nécessaires pour mettre fin au sans-abrisme des femmes et des familles, mais nous sommes aussi conscients que la création d'une stratégie qui permettrait d'assurer un logement sûr, adéquat, accessible et abordable, et qui comprend des objectifs, des échéanciers et des mécanismes de responsabilité, sera un moyen de s'attaquer résolument à ce problème.

Nous soussignés demandons par conséquent à tous les députés de prendre d'autres mesures pour promouvoir la santé et la sécurité des femmes par le soutien à la création d'une stratégie nationale en matière de logement par l'adoption du projet de loi C-400.

Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC)

Community Coalition to End Poverty-Nova Scotia (CCEP-NS)

Conseil national des femmes du Canada (CNFC)

Fédération canadienne des femmes diplômées des universités (FCFDU)

Feminist Legal Studies Queen's

Harmony House

Initiative : une ville pour toutes les femmes (IVTF)

Lanark County Interval House (LCIH)

L'Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry

L'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC)

Le conseil économique des femmes (CÉF)

METRAC (Metropolitan Action Committee on Violence Against Women and Children)

Ontario Coalition of Interval and Transition Houses (OAITH)

Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale

SCEP (Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier)

SCFP (Syndicat canadien de la fonction publique)

STTP (Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes)

Toronto Women's City Alliance

Transition House Association of Newfoundland and Labrador

Transition House Association of Nova Scotia

Tri County Women's Centre - Yarmouth Nova Scotia

West Coast Women's Legal Education & Action Fund

Women's Action Alliance for Change Nova Scotia (WACNS)

YWCA Canada